

La France en route vers l'abîme !



À la fin du mandat de Hollande, la France était bien malade. Après six années de macronisme, son état a beaucoup empiré.

Où Macron va-t-il mener le pays ? Quel que soit le côté où l'on se tourne, les voyants sont au rouge. La colère gronde dans les rues. L'Assemblée nationale est au bord de l'explosion. La réforme des retraites n'en est que le prétexte. Le pays aspire au changement. Ses dirigeants ont démontré leur inefficacité à régler les problèmes. Pire, ils les ont aggravés !

Principal responsable de cette situation, Macron semble avoir perdu la boussole. Il n'a plus prise sur la réalité. Seul dans la tempête il subit les événements, incapable de réagir face

au naufrage qui se profile à l'horizon.

Elle est loin l'époque où, jeune président fraîchement élu, Macron incarnait « *le nouveau monde* ». Une nouvelle façon de concevoir la politique en dépassant les clivages gauche-droite. Il voulait relancer la prospérité économique du pays en faisant en cinq ans de la France une « *start-up nation* ». Mais les ambitions affichées se sont heurtées au mur des réalités. La trop célèbre formule du « *en même temps* » a fini par perdre son côté magique. Les Français ont vite compris que ce qui apparaissait comme un gage d'équilibre cachait en réalité une irrésolution qui lui permettait de ne jamais trancher. Une manière de conserver deux fers au feu. De ne déplaire à personne à défaut de contenter tout le monde.

C'est ainsi qu'à force de procrastination et d'atermolements sur des sujets aussi importants que le nucléaire, l'éducation, la santé, la sécurité ou l'immigration, notre pays roule tranquillement vers l'abîme. Le régalien ne faisait pas partie des préoccupations du candidat Macron en 2017. Mais la réalité s'est bien vite imposée. D'urgence il a fallu répondre à la gravité de la situation. Comme rien n'avait été anticipé tout s'est passé dans le désordre le plus invraisemblable. On pense bien sûr au Covid avec les mensonges ministériels pour expliquer l'absence de masques protecteurs. À l'Éducation nationale qui a dû recruter à la hâte huit mille contractuels pour pallier l'absence de professeurs à la dernière rentrée scolaire. Aux déserts médicaux qu'on a laissé s'installer un peu partout en France faute d'avoir anticipé les départs à la retraite des médecins.

Dix années perdues

Et que dire du nucléaire qui assurait l'indépendance énergétique de notre pays depuis les années quatre-vingt avant que le lobby antinucléaire ne vienne imposer par le chantage et la menace son idéologie mortifère à une opinion chloroformée. Dix précieuses années perdues par la faute d'une

classe dirigeante aussi lâche qu'incompétente. Dix années pendant lesquelles la France a entrepris le démantèlement de son parc nucléaire jusqu'à ce que Macron prenne enfin conscience de la réalité de la situation énergétique du pays et décide, il y a un an tout juste, de relancer le nucléaire en annonçant la mise en chantier de six EPR et la possibilité d'en construire huit autres d'ici 2050.

C'est aussi les questions tournant autour de la sécurité qui empoisonnent la vie des Français. Longtemps le pouvoir s'est refusé à établir un lien entre délinquance et immigration. Ce n'est qu'au mois d'août que Darmanin a brisé un tabou. Il était devenu difficile de nier une réalité évidente pour tout un chacun. Le ministre de l'Intérieur a même donné des chiffres et des pourcentages montrant une surreprésentation des étrangers parmi les mis en cause, principalement dans les métropoles. Une manière pour le pouvoir de préparer l'opinion à la nouvelle loi sur l'immigration qui doit être débattue prochainement à l'Assemblée nationale. Ce sera la vingt-neuvième depuis 1980. Un record en Europe ! Qu'apportera-t-elle de plus que les autres ? Empêchera-t-elle l'arrivée sur notre sol de nouveaux immigrants ? On aura une idée de la réponse qui sera donnée à ces questions à travers la consigne donnée par Macron à son ministre de l'Intérieur. « *Il faut de la fermeté et de l'humanité* » lui a-t-il précisé. Toujours le « *en même temps* » ! Cette propension à vouloir ménager la chèvre et le chou en menant des politiques contradictoires.

Au final des va-et-vient inutiles, voire du surplace quand ce n'est pas de la régression. C'est cela qu'incarne l'actuel chef de l'État. C'est de cela que les Français ne veulent plus ! Ils réclament de leurs dirigeants de la clarté, de la franchise, mais surtout de l'autorité et de la considération. Ils demandent à être consultés sur des sujets vitaux comme la réforme de l'âge de la retraite, l'immigration ou encore l'engagement de la France dans la guerre en Ukraine qui n'a fait l'objet d'aucun débat au Parlement en un an. Pourquoi

Macron refuse-t-il de demander l'avis du peuple ? Le référendum est pourtant inscrit dans la Constitution. Mais non il préfère agir seul. Après tout, les électeurs ne lui ont-ils pas renouvelé leur confiance l'année dernière ?

Alain MARSAUGUY